

La surveillance numérique – le vrai motif derrière la pression en faveur de la vaccination des enfants ?

écrit par Marcher sur des oeufs | 8 janvier 2022





« Le véritable objectif derrière la poussée historique et sans précédent pour vacciner les très jeunes, même contre des maladies comme la COVID qui ne constituent pas une menace pour eux, est de plier la génération actuelle d'enfants au système d'identité numérique mondial en plein essor. »

Ce passage est tiré d'un article qui, partant du constat qu'une grande partie des bases de la technologie actuelle a été conceptualisée et développée des années auparavant.

[...]

COVID-19 a peut-être pris une grande partie de la planète par surprise fin 2019 et début 2020, mais une grande partie des bases de la technologie aujourd'hui largement utilisée comme « réponse » à la pandémie a été conceptualisée et développée des années auparavant.

Aux États-Unis et dans le monde entier, des efforts ont été faits récemment pour mettre en place divers régimes de « passeport vaccinal », dont beaucoup s' sur des technologies numériques, telles que les applications mobiles, afin de conserver un dossier de vaccination [COVID-19](#) , du moins jusqu'à présent.

Ces « outils » sont présentés par les responsables publics et d'importants pans des médias ces dernières semaines et ces derniers mois comme une sorte d'inévitabilité, une progression technologique aussi naturelle que la respiration.

Ils sont également présentés comme une réponse « nouvelle » à une crise sans précédent.

Ces applications technologiques sont présentées comme un moyen de maintenir les commerces ouverts et d'assurer la tranquillité d'esprit des membres du public qui hésite encore à pénétrer dans les espaces publics.

Mais à quel point cette « nouvelle » technologie est-elle nouvelle ? Et l'utilisation de la [technologie](#) sera-t-elle limitée aux vaccinations COVID, ou à des fins de « santé » ?

C'est au début de la décennie précédente, en janvier 2010, que Bill Gates, par l'intermédiaire de la Fondation Bill & Melinda Gates, a proclamé « [n]ous devons faire de cette décennie celle des vaccins », ajoutant que « l'innovation permettra de sauver plus d'enfants que jamais auparavant. »

Les « alliances » internationales qui » la fusion entre « Big Tech et « Big Health »

C'est au début de la décennie précédente, **en janvier 2010**, que [Bill Gates](#) , par l'intermédiaire de la Fondation Bill & Melinda Gates, a [proclamé](#) « [n]ous devons faire de cette décennie celle des vaccins », ajoutant que « l'innovation permettra de sauver plus d'enfants que jamais. »

En lançant cette « [Décennie des vaccins](#) », la Fondation Gates promet un financement de 10 milliards de dollars. Mais Gates n'était pas le seul acteur derrière cette initiative.

Par exemple, le programme « Décennie des vaccins » a utilisé un modèle provenant de la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health pour projeter l'impact potentiel des vaccins sur les décès d'enfants au cours de la décennie à venir.

L'annonce de l'initiative « Décennie des vaccins » a été faite lors de la réunion annuelle du Forum économique mondial (FEM) de cette année-là.

Ces mêmes acteurs – la Fondation Bill et Melinda Gates, la Johns Hopkins Bloomberg School of Public Health et le WEF – ont organisé le désormais célèbre exercice de simulation de pandémie [Event 201](#), en octobre 2019, juste avant que le COVID n'entre en action.

En outre, en 2010, un « Plan d'action mondial pour les vaccins » a été [annoncé](#) dans le cadre de cette initiative. Il s'agissait d'une collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'UNICEF et l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID), avec [Dr Anthony Fauci](#) faisant partie de son conseil de direction.

Comme l' [a déclaré](#) la Fondation Gates à l'époque :

« Le Plan d'action mondial pour les vaccins permettra une meilleure coordination entre tous les groupes de parties prenantes – gouvernements nationaux, organisations multilatérales, société civile, secteur privé et organisations philanthropiques – et identifiera les lacunes critiques en matière de politiques, de ressources et autres qu'il faut remplir pour réaliser le potentiel des vaccins à sauver des vies. »

Le comité de pilotage du « Plan d'action mondial pour les vaccins » souscrit un membre de GAVI Alliance. **L'annonce**

initiale de la « Décennie des vaccins » a notamment été faite en présence de Julian Lob-Levyt, alors directeur général de GAVI Alliance.

Qu'est-ce que, ou qui est GAVI Alliance ? Également sous le nom de « Vaccine Alliance », elle se donne pour mission de « sauver des vies et de protéger la santé des gens » et **déclare** « contribuer à la vaccination de près de la moitié des enfants du monde contre les maladies infectieuses mortelles et débilitantes. »

GAVI décrit ensuite son partenariat de base avec diverses organisations internationales, dont les noms sont désormais familiers : l'OMS, l'UNICEF, la Fondation Bill et Melinda Gates et la Banque mondiale. (**Loin d'aider les pauvres du monde, la Banque mondiale a été décrite par un ancien initié, John Perkins, comme une organisation qui utilise des « tuteurs à gages économiques » pour assujettir des pays financiers paralysés**).

En 2018, GAVI, par le biais de son initiative INFUSE (innovation pour la mise à jour, l'échelle et l'équité de la vaccination), a mis en avant les « éléments de réflexion » suivants :

« **Imaginez un avenir dans lequel tous les enfants ont accès à des vaccins salvateurs, quel que soit l'endroit où ils vivent – un avenir dans lequel les parents et les agents de santé veillent à ce qu'ils soient vaccinés à temps, un avenir dans lequel ils permettent de leur propre dossier médical stocké numériquement, qui ne peut être ni perdu ni volé, un avenir dans lequel, indépendamment du sexe, du statut économique ou social, ce dossier permet à chaque enfant (et à ses parents) d'avoir accès à un compte bancaire, d'aller à l'école, d'accéder à des services et, en fin de compte, de construire une vie prospère.** »

« Cet avenir est possible aujourd'hui. Grâce aux dernières avancées des technologies numériques qui permettent des moyens plus efficaces d'enregistrer, d'identifier les naissances et de délivrer des preuves d'identité et d'authentification pour l'accès aux services – nous sommes sur le point de construire un avenir plus sain et plus prospère pour les enfants les plus vulnérables du monde. »

Selon GAVI, cet objectif atteint par le biais de l'initiative INFUSE, notamment en « faisant appel à des innovations qui tirent parti des nouvelles technologies pour moderniser le processus d'identification et d'enregistrement des enfants qui ont le plus besoin de vaccins vitaux. »

Comme [décrit](#) par le journaliste d'enquête Leo Hohmann :

Ne vous laissez pas tromper par la partie concernant la « construction d'un avenir plus sain et plus prospère. » Ce n'est que de la poudre aux yeux. Il s'agit uniquement de collecte de données et cela n'a rien à voir avec la santé.

« Le véritable objectif derrière la poussée historique et sans précédent pour vacciner les très jeunes, même contre des maladies comme la COVID qui ne constituent pas une menace pour eux, est de plier la génération actuelle d'enfants au système d'identité numérique mondial en plein essor. »

GAVI elle-même a confirmé la déclaration ci-dessus, puisqu'**elle a décrit les utilisations potentielles de ces « nouvelles technologies » comme allant au-delà de la délivrance d'une « carte de santé numérique pour enfant » pour englober « l' accès à d'autres services », y compris les « services financiers » définis au sens large.**

Les limitations de l'« accès » à ces « autres services » sont déjà apparentes dans les juridictions où les [passeports COVID](#) restreignent l'accès des entreprises, des banques et d'autres espaces privés aux personnes non vaccinées.

L'Alliance GAVI collabore également étroitement avec l'[Alliance ID2020](#) , fondée en 2016, qui prétend plaider en faveur d'« éthiques et protectrices de la vie privée en matière d'identification numérique », ajoutant que « **bien faire l'identification numérique signifie protéger les libertés civiles.** »

Sans surprise, aucune clarification n'est fournie la perte potentielle de libertés civiles pour les personnes qui choisissent, pour quelque raison que ce soit, de ne pas être vaccinées et qui sont donc exclues de larges pans de la société dans les régions où les passeports COVID ont été mis en œuvre et appliqués.

This rhétorique de la part d'ID2020 n'est pas sans rappeler les déclarations publiques de l'Union européenne (UE) qui s'apprêtait à lancer son « [Passeport vert](#) » au début de cette année.

Les fonctionnaires de l'UE, comme la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen – qui a récemment [appelé à](#) une « discussion » sur les vaccinations obligatoires dans l'UE – se sont donnés beaucoup de mal pour [souligner](#) comment la vie privée des individus seraient protégés.

D'une manière que certaines pourraient considérer comme un manque de ton, ils ont en outre [souligné](#) que **ce laissez-passer numérique autorise les personnes à « se déplacer en toute sécurité » pour « le travail ou le tourisme », comme si cette libre circulation était un nouveau concept que seul un laissez-passer numérique pouvait rendre possible.**

Là encore, les restrictions imposées aux personnes non vaccinées, y compris celles qui concernent « le travail ou le tourisme », étaient totalement absentes du discours public sur cette nouvelle mesure.

Soulignant les possibilités que la collaboration entre GAVI et ID2020 pourrait apporter, l'appel à l'innovation INFUSE indique :

« Selon l'Alliance ID2020 – un partenariat public-privé qui inclut Gavi – l'utilisation de cartes de santé numériques pour les enfants pourraient améliorer directement le taux de couverture en garantissant un dossier vérifiable et précis et en incitant les parents à amener leurs enfants pour une dose ultérieure. »

« Du point de vue des parents, les dossiers peuvent faciliter le suivi des vaccins de l'enfant et éliminer les formalités administratives inutiles. »

« Et à mesure que les enfants grandissent, leur carte de santé numérique peut être utilisée pour accéder aux services secondaires, comme l'école primaire, ou accélérer le processus d'obtention d'autres titres d'identité. En fait, la carte de santé numérique pourrait, selon les besoins et l'état de préparation du pays, devenir la première étape de l'établissement d'une identité légale et largement reconnue. »

Toutes ces propositions et initiatives semblent, à leur tour, s'aligner étroitement sur les objectifs de développement durable des Nations unies, et en particulier sur l' [objectif 16.9](#) , qui appelle à la fourniture d'une identité légale numérique pour tous, y compris les nouveaux-nés, d'ici 2030.

À cette fin, l'ONU a créé en 2018 le [groupe de travail sur le programme d'identité juridique des Nations unies](#) . En mai 2021, ce groupe de travail, aux côtés du Programme des Nations

unies pour le développement et de divers acteurs du secteur privé, a organisé les tables rondes « [Future of Technology and Institutional Governance in Identity Management](#) . » (= L'avenir de la technologie et de la gouvernance institutionnelle dans la gestion de l'identité)

Le [rapport final](#) de ces sessions indique, entre autres, que les parties prenantes souhaitent l'expansion des partenariats public-privé pour le développement et **la mise en œuvre de régimes d'identification numérique dans le monde entier**, y compris dans les pays du Sud .

L'une des parties prenantes présentes, l'organisation à non lucratif [Secure Identity Alliance](#) , vante son [soutien](#) à « la fourniture d'une identité légale et fiable pour tous et au développement de services numériques inclusifs nécessaires à une croissance économique et une prospérité durables à l'échelle mondiale. »

Dans un [document](#) publié en par la Security Identity Alliance, il est question de « faire des certificats de santé une réalité réalisable. »

L'un des cinq principes responsables dans le document pour ces passeports sanitaires est qu'ils doivent être « à l'épreuve du temps », en offrant une « fonctionnalité polyvalente » afin de « garantir une valeur permanente au-delà de la crise actuelle . »

La Secure Identity Alliance compte parmi ses [observateurs](#) des autorités gouvernementales de pays tels que l'Allemagne, les Pays-Bas, l'Estonie, la Slovaquie, les Émirats arabes unis, le Nigeria et la Guinée.

En outre, l'un des membres fondateurs et actuels du conseil d'administration est le [groupe Thales](#) , une entreprise privée active dans l'aérospatiale, la défense et la sécurité – en bref, un entrepreneur de la défense.

Sur son site web, le groupe Thales fait fièrement la promotion de sa « [carte de santé intelligente](#) » et de sa technologie de [portefeuille d'identification numérique](#) . Au milieu d'un langage utopique affirmant que « nous sommes prêts pour le changement » et que « nous donnons le contrôle aux citoyens », le portefeuille d'identification numérique [promet](#) au public la possibilité « d'accéder aux droits et aux services avec nous ont droit. »

En effet, les documents qui seront disponibles via ce portefeuille d'identification numérique vont au-delà des « titres de santé » et comprennent les cartes d'identité nationales, les permis de conduire et tout autre document officiel.

De nombreux pays dans le monde, dont les États-Unis, se trouvent actuellement à différents stades de la mise en œuvre de ce type de « portefeuille numérique. »

Un pas (ou plus) vers les « passeports santé » : les régimes de porte-monnaie numériques prennent forme

Le 30 novembre, la Chambre des représentants des États-Unis a adopté le projet de loi [HR 550](#) , intitulé Immunization Infrastructure Modernization Act of 2021 (= Loi de 2021 sur la modernisation de l'infrastructure d'immunisation).

[Si elle est adoptée par le Congrès](#) , cette loi fournit 400 millions de dollars de financement pour développer les systèmes de suivi des vaccins au niveau de l'État et au niveau local, **permettant aux responsables de la santé des États de surveiller le statut vaccinal des citoyens américains et de fournir ces informations au gouvernement fédéral.**

Des passeports vaccinaux et des listes d'interdiction de vol

pour les personnes non vaccinées – un concept pour lequel Fauci [a exprimé](#) son soutien – pourrait être créé en vertu de la loi.

Le projet de loi, [parrainé](#) par la représentante Annie Kuster (NH-02), a été adopté par la Chambre des représentants des États-Unis avec 294 [voix](#) , dont toutes les démocrates et 80 républicains. Il est maintenant [devant](#) le Sénat, où il est examiné par la commission de la santé, de l'éducation, du travail et des pensions.

Depuis qu'il a été adopté par la Chambre, le projet de loi des États-Unis présente beaucoup d'attention – d'autres développements récents en matière d'identification numérique aux-Unis semblent rester relativement discrets.

En septembre, par exemple, Apple a [annoncé](#) un partenariat avec huit États – l'Arizona, le Connecticut, la Géorgie, l'Iowa, le Kentucky, le Maryland, l'Oklahoma et l'Utah – pour rendre les permis de conduire de ces États disponibles sous forme numérique via la plateforme Apple Wallet.

Entre-temps, plusieurs États, dont New York (via son « [Excelsior Pass](#) ») et le [Connecticut](#) , ont introduit leur propre certificat de vaccination numérique COVID.

À l'instar de promotion des passeports vaccinaux par l'UE, ces initiatives au niveau des États-Unis sont lancées comme un moyen d'ouvrir l'économie en toute « sécurité » et d'encourager les voyages et les déplacements.

En effet, l'État de New York est allé jusqu'à mettre à disposition un « [plan](#) » de sa plateforme de passeports vaccinaux, « comme guide pour aider d'autres États, territoires et entités à développer des systèmes de passeports vaccinaux COVID- 19 compatibles afin de faire progresser les efforts de développement économique dans tout le pays. »

En ce qui concerne l'UE, l'une des [priorités](#) du bloc dans le cadre de son plan quinquennal 2019-2024 est de créer une « [identité numérique pour tous les Européens](#) ». Dans le cadre de cette initiative, chaque citoyen et résident de l'UE aurait accès à un « portefeuille numérique personnel. »

Ce « portefeuille numérique personnel » pourrait comprendre des documents tels que des cartes d'identité nationales, des certificats de naissance, des certificats médicaux et des permis de conduire.

L'UE a ensuite présenté ses [projets](#) pour la « décennie numérique européenne », dans le cadre de laquelle, selon la « [boussole numérique](#) » de l'UE, 100 % des principaux services publics disponibles sous forme numérique, avec un objectif de 80 % d'adoption des documents d'identification numériques.

Plusieurs États membres de l'UE sont déjà lancés dans l'aventure.

L'Allemagne, qui dispose de cartes d'identité nationales électroniques (via [des](#) puces biométriques) La [même](#) application rend les permis de conduire allemands disponibles sous forme numérique.

L'Allemagne et l'Espagne ont également signé récemment un [accord](#) pour lancer un programme transfrontalier d'identification numérique, qui impliquerait la reconnaissance mutuelle des documents numériques officiels de l'autre partie.

La France a également récemment annoncé son intention d'intégrer sa carte d'identification nationale aux smartphones.

La Grèce a reçu [les éloges de](#) la presse mondiale lorsqu'elle a introduit des outils numériques particulièrement draconiens lors de ses deux confinements COVID, tels qu'**une plateforme**

SMS gouvernementale à laquelle les résidents devaient envoyer un message texte afin de pouvoir circuler en public pour un ensemble limité de « raisons. »

Plus récemment, la Grèce [a annoncé](#) la création prochaine d'un portefeuille numérique qui contiendra des documents tels que la carte d'identité nationale, le permis de conduire et les documents médicaux.

L'Estonie, considérée comme un leader mondial dans l'introduction de l'e-gouvernance numérique et qui dispose de cartes d'identité numériques depuis 2002, [prépare](#) son propre système de portefeuille numérique tout en exprimant son [soutien](#) à la « boussole numérique » de l'UE.

En dehors de l'Europe, plusieurs autres pays ont également étendu leurs régimes d'identification numérique de diverses manières.

En Australie, par exemple, des États-Unis comme la [Nouvelle-Galles du Sud](#) , l' [Australie-Méridionale](#) et le [Queensland](#) ont été testés et autorisés à conduire des numériques.

C'est en Inde, cependant, que ces documents numériques semblent avoir dépassé le plus de controverse jusqu'à présent.

La mission numérique Ayushman Bharat a été [annoncée](#) en 2020 et lancée en tant que programme pilote dans six de l'Inde en 2021. Il s'agit d'une application qui [fournit](#) un identifiant numérique de santé unique à chaque citoyen et qui est lié à son dossier personnel médical.

Sa création s'inscrit dans le sillage du développement d' [Aadhaar](#) , le système de carte d'identité numérique nationale de l'Inde.

Aadhaar a suscité [la controverse](#) en raison des projets du gouvernement de le relier à la base de données nationale des

électeurs, et a également été la cible de pirates informatiques.

Des questions désormais numériques alors que de nouvelles plateformes sont déployées à des fins officielles. »

Le déploiement des plaques-formes numériques suscite des interrogations quant à la sécurité des données des individus sur ces plaques-formes numériques, malgré les assurances gouvernementales concernant la protection de la vie privée.

En outre, on ne sait toujours pas combien de temps les « passeports COVID », qu'ils soient sous forme numérique ou papier, resteront en vigueur, ni si les gouvernements envisagent de rendre ce régime permanent.

Un [article](#) récent paru dans The Atlantic, intitulé « Why Aren't We Even Talking About Easing COVID Restrictions » (Pourquoi ne parlons-nous même pas d'assouplir les restrictions du COVID ?), s'interroge sur la raison pour laquelle les passeports vaccinaux obligatoires aux États-Unis n'ont pas de date d'expiration.

En effet, si l'on croit la proclamation de la Secure Identity Alliance la nécessité de « préparer l'avenir » de ces documents numériques, il se pourrait que les gouvernements n'aient pas l'intention de supprimer les passeports à vaccin .

Même si ces utilisations spécifiques des « passeports » numériques finissent par disparaître, l'événement des utilisations potentielles des portefeuilles numériques est stupéfiant, y compris, par exemple, via le suivi des « quotas de carbone personnels », comme l'a rapporté [précédemment Défenseur](#) .

Les points de vue et opinions exprimés dans cet article sont ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les points

de vue de Children's Health Defence.

Traduction google

<https://childrenshealthdefense.org/defender/la-surveillance-numerique-le-vrai-motif-derriere-la-pression-en-faveur-de-la-vaccination-des-enfants/?lang=fr>

« Le véritable objectif derrière la poussée historique et sans précédent pour vacciner les très jeunes, même contre des maladies comme la COVID qui ne constituent pas une menace pour eux, est de plier la génération actuelle d'enfants au système d'identité numérique mondial en plein essor. »